

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 2 novembre 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

**Pour présentation à la
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,
en formation spécialisée des Sites et Paysages**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UN PARC ÉOLIEN « MOULIN D'EMANVILLE 2 »

SOCIÉTÉ BEAUCE ENERGIE
N°ICPE 12927

COMMUNE D'ALLONNES

Par lettre déposée en préfecture le 17 décembre 2015, la société « SAS BEAUCE ENERGIE », a sollicité l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune d'Allonnes. À cet effet, une demande, à laquelle ont été notamment annexés une étude d'impact, des plans, une notice hygiène et sécurité, une étude de dangers et un résumé non technique a été déposée à la préfecture d'Eure-et-Loir.

Suite au courrier du 9 février 2016 de l'inspection des installations classées notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, une version consolidée a été déposée par le pétitionnaire à la préfecture d'Eure-et-Loir le 7 avril 2016. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 29 avril 2016 et notifié au pétitionnaire le 2 mai 2016.

1. Objet de la Demande

1.1 Nature et volume des activités

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	AS,A,E, D,NC	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	2 aérogénérateurs	Hauteur du mât d'au moins un des aérogénérateurs	≥ 50 m	Hauteur de mât : 94 m au moyeu, hauteur totale maximum : 149,9 m

A : autorisation

1.2 Le demandeur

La SAS BEAUCE ENERGIE est une filiale à 60 % de JPEE, à 10 % de PELEIA 30 et à 30 % de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION, dont le siège social est situé Immeuble PASEO, 12 rue Ferdinand Buisson 14280 St Contest. JPEE est une filiale à 100 % du groupe NASS.

La société JPEE est spécialisée dans le développement, la construction, l'exploitation et le démantèlement d'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

En 2015, le groupe gère un ensemble de parcs éoliens représentant une puissance installée de 131 MW en France. Cela représente 8 parcs éoliens en exploitation et 53 éoliennes. Par ailleurs, 2 parcs étaient en construction d'une puissance totale de 34,8 MW et 12 éoliennes. Le groupe JPEE basé à Paris, Le Mans et Nantes emploie 25 personnes.

Le demandeur a déposé une demande de permis de construire pour chaque aérogénérateur du parc.

La société SAS BEAUCE ENERGIE n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

1.3 Description de l'établissement et historique administratif

Installation

L'installation se compose de :

- 2 aérogénérateurs, identifiés ME18 et ME19 ;

Ils s'intègrent comme une extension du parc éolien Moulin d'Emanville, dit « Moulin d'Emanville 1 » dans le prolongement de celui-ci. Ce parc est composé de 17 éoliennes et exploité par JPEE. Ces éoliennes seront raccordées au poste de livraison existant du parc Moulin d'Emanville situé sur la commune d'Allonnes au lieu-dit « la justice ».

Le pétitionnaire prévoit l'implantation d'aérogénérateurs de marque VESTAS, modèle V112, identiques à celles du parc existant en terme de dimensions, à savoir un mât de 94 m au moyeu et un diamètre de rotor de 112 m, soit une hauteur totale de 149,9 m. Toutefois, la puissance unitaire maximale de ces 2 machines sera de 3.3 MW, au lieu de 3 MW pour celles du parc existant.

Le parc éolien, d'une puissance totale maximale de 6,6 MW, portera la puissance totale des parcs Moulin d'Emanville 1 et 2 à 60,6 MW.

Implantation

Le présent projet de parc est situé sur le territoire de la commune d'Allonnes, à une distance de 17 km au Sud-Est de la cathédrale de Chartres, en partie Centre-Est du département d'Eure-et-Loir, au sein de l'unité paysagère de la Beauce.

1.4 Principe de fonctionnement

La production d'électricité issue d'une éolienne repose sur la transformation de l'énergie mécanique du vent actionnant le mouvement des pales en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6,2 et 17,7 tours par minute, dès que le vent dépasse une vitesse de 10,8 km/h (3 m/s). Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension variant de 400 à 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

1.5 Cadre administratif de l'instruction

En application du décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées, les éoliennes terrestres sont inscrites au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le fonctionnement d'un parc éolien est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 06 novembre 2014.

Elles ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du Code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 06 novembre 2014.

La société SAS BEAUCE ENERGIE s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés ministériels susmentionnés.

1.6 Contraintes d'implantation

La commune d'implantation du projet est identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien (SRE) annexé Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 3 appelée « Grande Beauce ». Ce parc s'inscrit notamment dans une logique de densification de parc avec celui du Moulin d'Emanville¹.

Les éoliennes sont implantées sur les parcelles suivantes :

- XE 005 pour l'éolienne ME19 ;
- XE 007 pour l'éolienne ME18.

Le présent projet de parc éolien est compatible avec les règles d'urbanismes applicables à la commune (PLU approuvé en 2010).

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- à plus de 500 mètres des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. Les constructions à usage d'habitation les plus proches de l'installation sont celles du lieu-dit de Baigneaux situées à 846 mètres de l'aérogénérateur ME18 ;
- à plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié en raison de la présence de produits toxiques, explosifs, comburants et inflammables. L'ICPE la plus proche de l'installation est située à 382 m s'agissant du parc éolien Moulin d'Emanville qui n'est

pas soumise à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié. Les autres ICPE (hors éoliennes) ne se trouvent pas à moins de 1,8 km du projet. Elles ne sont pas soumises à l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

- à plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne civile et de sécurité météorologique des personnes et des biens. Les radars civil et militaire les plus proches du parc sont situés respectivement à 55 kilomètres, 40 kilomètres et 35 kilomètres environ. Il s'agit du radar « METEO FRANCE » de Trappes, de la base militaire aérienne 123 d'Orléans-Bricy, près d'Orléans et de la base militaire de Chateaudun.

L'avis de l'armée de l'air (Direction de la circulation aérienne militaire) du 30 mars 2016 émis dans le cadre de l'instruction du permis de construire est favorable au projet d'implantation des 2 éoliennes compte tenu de la présence du parc éolien d'Emanville bien que celui-ci soit situé en zone VOLTAC GIH.

Par ailleurs, concernant la navigation aérienne civile, le présent projet a reçu un avis favorable de la DGAC qui indique par courrier du 22 avril 2015 donner son accord sous réserve que la hauteur totale du projet se situe à une altitude inférieure à 304 mNGF.

METEO FRANCE a présenté un avis préalable au dépôt de la demande, du 23 avril 2015, précisant que le radar de Trappes étant situé à une distance de 55 km, aucune contrainte réglementaire spécifique n'est alors imposée.

2. Procédure d'instruction

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 19 juillet 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement. Cet avis est mis en ligne sur Internet sur les sites des préfectures de Région Centre-Val de Loire et d'Eure-et-Loir. Dans ses conclusions, l'avis de l'autorité environnementale attire l'attention du pétitionnaire sur les impacts visuels du parc avec la cathédrale de Chartres et depuis les hameaux de Houssay et Ymorville-Frainville et de l'église de Theuville. Elle recommande également une mise en œuvre rigoureuse des contrôles sonométriques et des suivis de l'activité et de la mortalité des espèces faunistiques présentes, en incluant les mesures compensatoires de réduction des impacts.

2.2 Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2016 s'est déroulée du 24 août 2016 au 23 septembre 2016 inclus. L'enquête publique a concerné les communes d'Eure-et-Loir suivantes dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet : Allonnes, Beauvilliers, Boisville la Saint Père, Prunay le Gillon, Francourville, Moinville-la-jeulin, Sours, Dammarie, Boncé, Berchères-les-pierres, les Villages Vovéens et commune nouvelle de Theuville.

Lors de cette enquête publique, le commissaire enquêteur consigne 1 observation écrite. 1 seule personne a fréquenté les 4 permanences du commissaire enquêteur.

L'observation de la personne souligne la consolidation du parc sur la commune d'Allonnes qui évite le mitage de parcs. Cependant, cette personne regrette la suppression des Zones de Développement de l'Eolien (ZDE) mieux connues que le Schéma Régional Eolien (SRE), certaines photos et l'absence de visibilité sur les futurs projets susceptibles d'essaimer des éoliennes sur d'autres territoires.

2.3 Réponses apportées par le demandeur

Le pétitionnaire précise en réponse à l'observation que les informations sur le SRE et les zones éligibles sont précisées dans l'étude d'impact du dossier et que selon le SRE, il ne semble pas y avoir d'essaimage des parcs concentrés dans des territoires. Il précise que des compléments quant aux photomontages sont apportés dans le mémoire en réponse.

2.4 Avis du commissaire enquêteur

Le Commissaire enquêteur conclut dans son rapport établi le 4 octobre 2016 à un avis favorable sur le projet de parc éolien.

L'avis favorable remis par le commissaire enquêteur argumente pour cela sur :
- le respect des procédures,

- l'absence d'opposition des administrations ou organismes consultés au cours de l'instruction,
- l'absence de zones protégées (Natura 2000, ZNIEFF,...) à proximité,
- la compatibilité avec les documents d'urbanisme,
- la distance d'éloignement avec les infrastructures soumises à distance d'éloignement (radars, routes, voies ferrées,...),
- les risques naturels qui sont jugés faibles sur ce territoire,
- la consolidation d'un parc existant,
- la position du parc situé hors de l'ancienne directive paysage vis à vis de la Cathédrale de Chartres,
- l'avis favorable du conseil municipal d'Allonnes.

2.5 Avis des conseils municipaux

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 kilomètres ont été consultées. Sur les 12 conseils municipaux ayant été consultés sur le projet :

- seuls 2 avis des communes d'Allonnes et des Villages vovéens favorables au projet exprimés le 31 août 2016 et le 8 septembre 2016 ont été produits.

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des conseils municipaux des communes de Beauvilliers, Boisville la Saint Père, Prunay le Gillon, Francourville, Moinville-la-jeulin, Sours, Dammarie, Boncé, Berchères-les-pierres et Theuville.

2.6 Avis des services de l'Etat

DRAC - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine d'Eure-et-Loir

la DRAC a émis le 23 février 2016 un avis favorable au projet.

ARS - Agence Régionale de Santé d'Eure-et-Loir

Par avis du 10 juin 2016, l'ARS émet un avis favorable.

DDT – Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir

Par courrier du 13 juillet 2016, la DDT émet un avis favorable au titre du code de l'Urbanisme sous réserve de l'avis des services consultés dans le cadre de l'instruction.

3. Mesures prises pour préserver l'environnement

3.1 Impacts liés au projet

Le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires prévues au titre du Code de l'environnement et propose d'appliquer des dispositions complémentaires afin de réduire les impacts et nuisances de son installation.

Impact sur la circulation

Le projet se situe à proximité de la RN154 qui constitue une voie de grande circulation pour le département avec un trafic évalué par le pétitionnaire à 16 500 véhicules/j selon des informations issues du Conseil départemental. La DREAL a établi un comptage en 2014 de 9 600 véhicules/j. Cette voie se trouve à une distance de 1,5 km accessible depuis le RD131 dont le trafic est évalué à 450 véhicules/j. Pendant la phase de travaux, le pétitionnaire estime qu'il lui faudra au maximum 356 camions sur 4 mois. L'impact sur la circulation est estimé à moins de 1 % sur la RN 154 et 1 % sur la RD131.

Les axes de circulation ne sont pas directement impactés par le projet en phase d'exploitation.

Impact du balisage

Les éoliennes seront munies d'un balisage diurne et nocturne conforme à l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes et à l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Les éoliennes du projet seront synchronisées entre elles et seront synchronisées avec les machines du parc du Moulin d'Emanville.

Impact sur l'air

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités dans le temps et liés à la phase de travaux. Ils concernent :
– L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;

– L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Impact sur les eaux

Le projet est situé hors de tout périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. Le pétitionnaire indique que le projet se trouve à plus de 4 237 m de la zone de captage la plus proche, concernant la commune de Prunay le Gillon.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eaux de surface ou souterraines, aussi bien en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Compte-tenu de sa faible surface d'implantation, le parc ne modifiera pas le fonctionnement hydrologique du site d'implantation. Aucun plan d'eau, fossé ou ruisseau ne sera créé ou modifié.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance.

En plus des dispositions réglementaires, le demandeur s'est engagé en phase de chantier :

- À prendre toutes les dispositions nécessaires (rétentions...) pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau, de l'air et du sol pendant la phase travaux ;
- À aménager des aires de stockage et de manipulation de produits dangereux, toxiques, inflammables ou polluants ;
- Mettre en place des moyens pour assurer la propreté du chantier ;
- À ne pas réaliser sur le site l'entretien des engins de chantier et leur approvisionnement en carburant et en huile.

En exploitation, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines, ni en mode de fonctionnement normal ni en mode dégradé. À titre préventif, le demandeur s'engage à confier les interventions de maintenance à du personnel qualifié et formé à la gestion des produits présents dans les aérogénérateurs. Ce personnel disposera de matériaux absorbants afin de cantonner tout déversement accidentel de produits.

Impact sur les sols et le sous-sol

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux.

En phase chantier environ 5 000 m² de surfaces, aménagées pour la réalisation de travaux d'implantation, seront créées, ces terres subiront un léger tassement et rendront le sol temporairement et faiblement plus sensible à l'érosion. La durée du chantier est estimée à 4 mois. Les surfaces des plates-formes représenteront 1 500 m² pour chaque éolienne en phase d'exploitation.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance.

Lors de la phase chantier, le demandeur s'est engagé à :

- remettre en état initial, les plate-formes (hors partie réservée à l'exploitation) utilisées pendant la phase de montage ;
- Limiter les lieux de dépôt des déblais et les implanter judicieusement en fonction de la sensibilité du milieu ;
- Limiter les emprises des travaux au strict nécessaire en utilisant les infrastructures (voies de circulation...) existantes ;

Le demandeur s'engage à équilibrer le plus possible les remblais et les déblais, à limiter l'emprise des plate-formes de construction / déconstruction et de maintenance. Il veillera à limiter les changements d'usage des terres en privilégiant l'utilisation des chemins existants pour les pistes d'accès à l'installation.

Impact lié aux déchets

Pendant la phase chantier, les déchets générés sont :

- Des terres, issues notamment du creusement des fondations, qui seront stockées temporairement sur place puis réutilisées ou évacuées en décharge ;
- Des Déchets Industriels Banals (DIB) provenant d'emballages, qui seront triés et placés dans des bennes avant leur évacuation dans des filières appropriées ;
- Des déchets verts, issus du débroussaillage, qui seront éventuellement broyés et donc le bois sera valorisé ;
- Du béton, issus du lavage des camions-toupie, qui sera valorisé dans des centrales à béton.

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et des graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement.

Lors de la phase de démantèlement, l'exploitant indique que les prescriptions de l'arrêté du 6 novembre 2014 relatives à la remise en état seront appliquées. Il indique que :

- les composants électriques seront recyclés (Cuivre notamment), les installations électriques seront dirigées vers les filières de traitement adaptées ;
 - les déchets inertes issus du démantèlement des fondations seront stockés en centre de stockage et l'acier récupéré :
 - Les pales et le rotor en résine, fibre de verre et carbone seront recyclés ou incinérés ;
 - la nacelle et le moyeu composés de ferrailles, de cuivre, de résines et de fibres de verre seront triés avant d'être recyclés ;
 - Les composants du mât, essentiellement de la ferraille, seront recyclés.
- Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

Impact lié au bruit

L'impact du bruit est réalisé à l'aide du logiciel AcouS PROPA en tenant compte de l'arrêté du parc éolien d'Emanville. Toutefois, des mesures de bruit seront faites une fois le parc installé pour vérifier le respect de la réglementation acoustique en vigueur.

En phase chantier, l'impact sonore du projet est qualifié de moyen selon l'exploitant compte-tenu de l'éloignement des premières habitations (environ 846 m) et le respect des règlements relatifs au bruit émis par les engins de chantiers.

En phase d'exploitation, il n'y aura pas de tonalités marquées selon l'exploitant.

L'étude acoustique conclut que le parc éolien respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées en période diurne. Cependant, en période nocturne, un bridage sera mis en place afin de rendre l'émergence compatible avec la réglementation.

Impact lié aux vibrations

La distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations (846 mètres) permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées aux postes de livraison et aux câbles électriques souterrains. Cet impact est négligeable compte-tenu de la distance entre le projet et les premières habitations (846 mètres).

Impact lié aux effets d'ombres portées

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est situé à moins de 250 mètres du parc : aucune étude spécifique n'est imposée par la réglementation.

Impact sur le paysage et sur le patrimoine

Les éoliennes sont implantées au Nord Ouest de la commune d'Allonnes dans un paysage caractérisé par des champs agricoles. L'étude d'impact a recensé les principaux enjeux en matière de paysage et patrimoine :

- des monuments historiques, 6 sites inscrits recensés dans l'étude, dont le plus proche se trouve à environ 7 km du projet,
- 3 sites classés : le Château de Reverseaux (environ 8 km), l'église de Beauvilliers (4 km) et l'église de Prunay le Gillon (3,8 km)
- la Cathédrale de Chartres qui se trouve à environ 17 km de l'éolienne la plus proche,
- des lieux de vie situés à proximité du parc.

L'analyse menée par un bureau d'étude spécialisé conclut à l'absence d'impact ou d'impact faible en matière de co-visibilité entre ces sites et la présence du parc. Notamment, l'étude n'identifie que des effets très réduits ou peu visibles en matière de co-visibilité avec la Cathédrale de Chartres. En tout état de cause, le cabinet conclut que les effets de co-visibilité lorsqu'ils existent sont soit possibles en limite du champ de vision, c'est-à-dire avec un angle élevé, soit s'inscrivent dans le champ de vision avec le parc existant du Moulin d'Emanville. En ce sens, l'impact du projet apparaît comme étant négligeable du fait de la présence d'un parc existant dans lequel le projet se fonde, notamment depuis le point de vue des tours de la cathédrale.

Concernant les effets d'écrasement et de perception 3D, les 9 points de vue analysés, dont celui du hameau de Baigneaux situé à environ 800 m du parc, concluent à l'absence d'impact du projet au regard des équipements existants, notamment les lignes électriques et autres aménagements existants (murs, plantations,...). Le pétitionnaire s'engage également dans le cadre des mesures compensatoires pour diminuer les effets visuels du parc à la création de 350 m linéaire de rideaux d'arbres paysagers au niveau du hameau de Baigneaux.

Impact sur la faune et la flore

Le site se situe en zone proche de la ZICO « Vallée de la Conie et Beauce centrale », à une distance de 987 m à l'Ouest. La zone Natura 2000, zone de protection spéciale, « Beauce et vallée de la Conie » se situe à environ 4,7 km à l'Est du projet. A 10 km au Sud Ouest, se trouve la zone spéciale de

conservation « Vallée du Loir et affluents aux environs de Chateaudun ». Dans un périmètre plus lointain quelques ZNIEFF sont recensées, la plus proche étant située à 9,2 km du projet. Ainsi, aucune zone protégée n'est impactée par le projet. Néanmoins, les enjeux les plus marquants sont ceux représentés par la ZICO « Vallée de la Conie et Beauce centrale ».

L'étude a été menée par le cabinet spécialisé ENVOL ENVIRONNEMENT sur une année de cycle biologique complet. Celui-ci conclut à l'absence d'incidence du projet sur l'état de conservation des sites les plus proches. L'impact du projet sur les espèces (notamment les chauves souris, le busard Saint Martin, le busard des roseaux et l'Oedicnème criard) et la flore est donc jugé non significatif. Néanmoins, des mesures d'évitement seront mises en œuvre notamment le commencement de travaux en dehors des périodes de reproduction (1^{er} mars au 31 juillet inclus). Les travaux feront également l'objet d'un suivi ornithologique. Ce suivi sera établi selon un protocole renforcé au regard des estimations établies dans l'étude d'impact qui n'ont pas fait l'objet d'un inventaire sur le terrain mais plutôt d'une extrapolation d'études réalisées sur les autres parcs exploités par le pétitionnaire.

3.2 Risques liés au projet

Au regard de l'étude de dangers, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et sont adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément aux arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 06 novembre 2014 permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

3.3 Conditions de remise en état

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoit que :

– Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
– Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :

1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
 - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
 - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

– Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières avant la mise en service industrielle de l'installation. Le montant initial de ces garanties financières est calculé, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

3.4 Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions suivantes relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances :

- Articles 2 et 3 – La mention des coordonnées Lambert 93 des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant la maîtrise des risques et des nuisances de l'installation notamment vis-à-vis des riverains les plus proches du projet ;
- Article 6 – la constitution de garanties financières, par la production de l'acte de cautionnement, exigible par l'article R.516-1 du code de l'environnement à la date de mise en service du parc. Le montant est défini avec la valeur de l'indice TP 01 disponible au moment de la remise du rapport d'instruction ;
- Article 7 – La détermination des dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Article 8 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit dans les 3 mois qui suivent la mise en service du parc afin de respecter les niveaux de bruit et émergences exigibles ;
- Article 9 – La définition des mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger la faune et l'avifaune, notamment la réalisation des travaux hors de la période de nidification de l'avifaune et les études environnementales après réception du parc ;
- Article 11 – Synchronisation du balisage des aérogénérateurs entre eux et avec le parc voisin du Moulin d'Emanville ;
- Article 12 – La mise en œuvre des mesures compensatoires pour limiter les effets visuels, notamment d'écrasement et 3D du parc avec le hameau de Baigneaux ;
- Article 13 – L'indication de l'usage futur des terrains au terme de l'exploitation du parc éolien et les conditions de remise en état.

4. Avis de l'inspection

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique. L'enquête publique ne met pas en évidence ni une mobilisation ni une opposition marquée au projet. Les principales observations ont été prises en compte dans les réponses apportées par le pétitionnaire. Le commissaire enquêteur formule un avis favorable au projet. Il convient néanmoins de noter que ses argumentations sont parfois erronées, comme par exemple le fait que le parc éolien soit situé en dehors de l'ancienne zone délimitant la Directive Paysagère autour de la cathédrale de Chartres.

L'avis des services est favorable à la réalisation de cette opération, notamment le STAP a émis un avis favorable. L'impact paysager du projet n'est pas de nature à impacter le paysage et le patrimoine environnant, notamment la Cathédrale de Chartres. En effet, l'impact est jugé faible et n'est observable que lors de conditions météorologiques favorables depuis la tour nord de la cathédrale. Les effets de co-visibilité sont estimés réduits et peu visibles depuis les points de vue retenus.

Enfin, les simulations présentées pour le bruit au voisinage et les émergences réglementaires associées montrent des dépassements en période nocturne, nécessitant la mise en place d'un plan de bridage. Une mesure de contrôle réglementaire devra être réalisée avec les mesures de bridage mises en place afin de vérifier le respect des exigences réglementaires, notamment en matière d'émergence.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a pris convenablement en compte les enjeux et a prévu les mesures préventives et compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts de son installation, et d'en maîtriser les conséquences.

5. Conclusions et propositions de l'inspection

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société BEAUCE ENERGIE sur le territoire de la commune d'Allonnes.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Région Centre-Val de Loire d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter doivent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation "Sites et Paysages".